



Syngenta mise sur les actes

Public Eye contre Syngenta: pas de dialogue constructif en vue

Bâle, en Juin 2022

Nous nous réjouissons de l'intérêt que vous portez à notre position.

Suite à des rapports de 2017 indiquant que l'utilisation inappropriée de pesticides dans le district indien de Yavatmal a conduit à des intoxications de travailleurs agricoles et de petits paysans (dans certains cas avec une issue fatale), Public Eye a décidé, depuis septembre 2018, de mener campagne contre Syngenta.

L'ONG s'appuie sur des informations erronées en affirmant contre toute évidence que le produit «Polo» de Syngenta peut être rendu responsable de ces intoxications. Public Eye fait fi de ce qui ne correspond pas à sa vision du monde et ce qui ne sert pas ses campagnes professionnellement orchestrées contre les entreprises. Une Special Investigation Team (SIT) indépendante, initiée par le gouvernement du Maharashtra juste après les événements de Yavatmal en 2017, a clairement identifié dans un rapport les causes de ces incidents tragiques. Dans ce rapport, ni Syngenta, ni un de ses produits ne sont tenus pour responsables. Syngenta n'a été impliquée à aucun moment dans les enquêtes pénales menées à l'époque et aucune action civile ou autre plainte n'a été déposée contre Syngenta. Syngenta a plutôt collaboré avec les autorités et les organisations non gouvernementales locales afin d'apporter rapidement du soutien sur place. Cela a d'ailleurs été salué à plusieurs reprises par les autorités locales.

Syngenta poursuit ses actions en vue d'aider les personnes concernées sur place. Que faire pour éviter à l'avenir de tels incidents? Dans ce contexte, l'entreprise a encore renforcé toutes les activités déjà existantes sur place. En étroite coordination avec l'administration du district, des équipements de protection sont distribués aux petits paysans et travailleurs agricoles et des formations à l'utilisation correcte des produits phytosanitaires sont dispensées. En 2018, le gouvernement local avait accordé à Syngenta une position clé au sein du district de Yavatmal afin de former les petits paysans et les travailleurs agricoles à l'utilisation professionnelle des produits phytosanitaires. Aujourd'hui, plus de 5000 «spraymen» spécialement formés parcourent les champs.

Les petits paysans indiens dépendent des produits phytosanitaires pour protéger leurs récoltes. Sans récolte, pas de revenu et sans revenu, il n'est plus possible de nourrir sa famille, de gagner sa vie ou de payer les frais de scolarité pour l'éducation des enfants. Pour les petits paysans en Inde, attendre l'aide de l'État n'est pas une option viable.

Syngenta regrette que Public Eye utilise les incidents tragiques de Yavatmal pour son agenda politique en Suisse et en Europe. Pendant que Public Eye se focalise sur la diffusion de fausses allégations contre l'entreprise, Syngenta mise sur des mesures tournées vers l'avenir et une étroite collaboration avec les autorités et les organisations non gouvernementales sur place afin d'aider les agriculteurs à produire des récoltes en toute sécurité et en quantité suffisante.

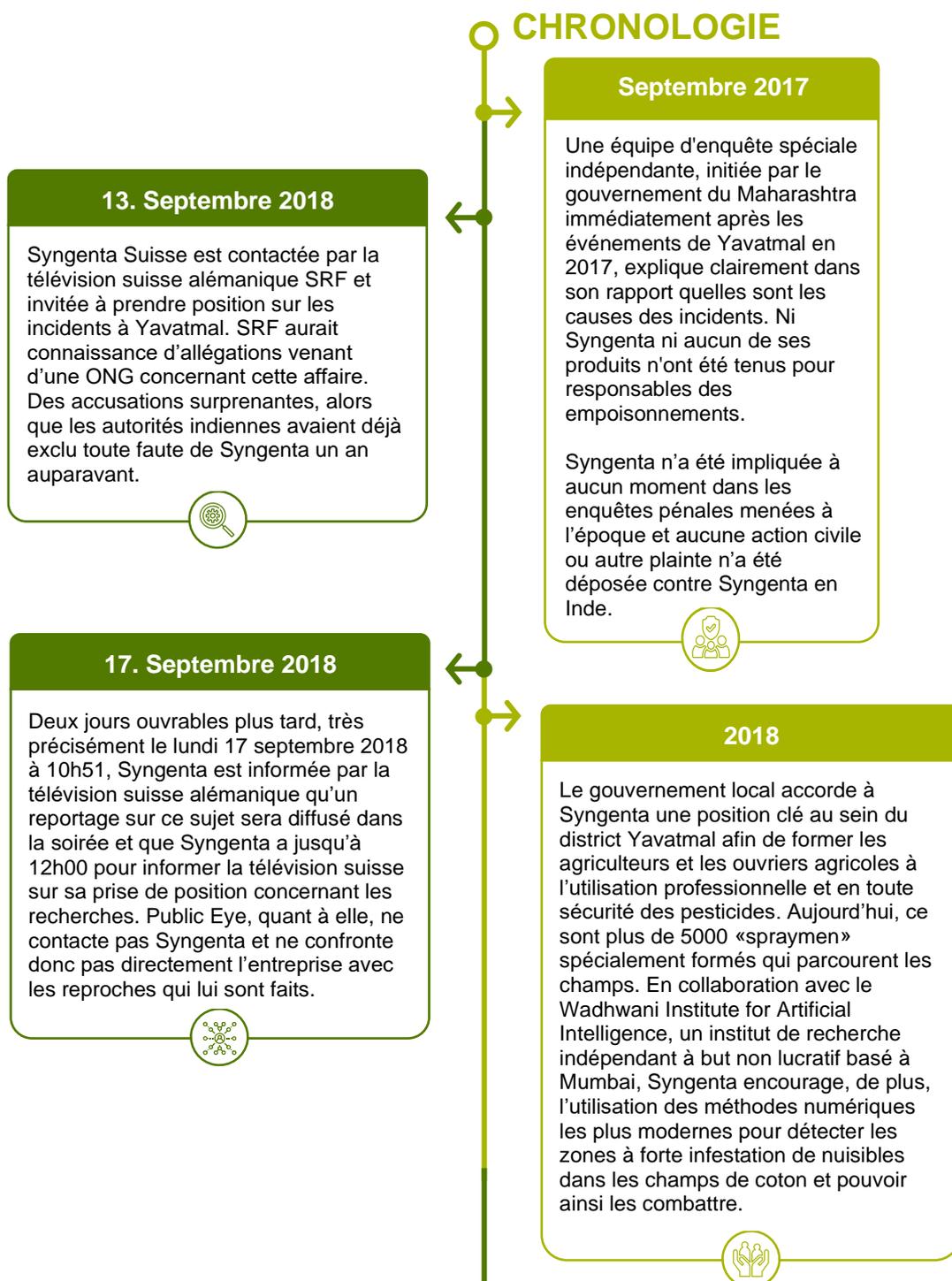
Une documentation en quatre sections.

- 1. Le coton en Inde**
- 2. La campagne de Public Eye**
- 3. Des actes plutôt que des paroles**
- 4. Aucun dialogue**

PAR SA DÉMARCHE, PUBLIC EYE MONTRE QU'ELLE N'EST PAS INTÉRESSÉE PAR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS EN INDE.

Les accidents tragiques sont exploités à des fins politiques en Suisse.

En revanche, Syngenta mise sur les actes.



18. Septembre 2018

Le lendemain de la diffusion de l'émission et une année entière après les faits, Public Eye démarre une campagne contre Syngenta en publiant le reportage «Le scandale de Yavatmal». Public Eye utilise les incidents de 2017 pour faire campagne en faveur des interdictions d'exportation et de l'initiative multinationales responsables en Suisse. Pour cette raison, Public Eye rend le pesticide «Polo» fabriqué par Syngenta responsable des incidents à Yavatmal, ce malgré que tous les faits contredisent cette interprétation. «Polo» n'est à aucun moment mentionné dans le rapport des experts indiens.



2019

Syngenta Inde et la Syngenta Foundation en Inde ont lancé l'initiative I-SAFE (Inculcating Safety Awareness for Farmer Empowerment). I-SAFE propose aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles, en collaboration avec des organisations non gouvernementales et le gouvernement indien, des formations et des services en matière de santé et de sécurité. Dans le cadre du programme, ce sont plus de 200 spraymen-entrepreneurs (SE) et 990 spraymen qui ont été formés et certifiés et jusqu'à présent, plus de 125 000 individus ont bénéficié des unités mobiles de santé.



17. Septembre

C'est seulement le 17 septembre 2020 et donc trois ans après les incidents à Yavatmal et seulement deux mois avant la votation sur l'initiative multinationales responsables que Public Eye et les autres ONG déclenchent la procédure de conciliation auprès du PCN en la médiatisant. Le but était plutôt d'encourager l'approbation de l'initiative et non la procédure de conciliation en elle-même. C'est du moins ce qui ressort très clairement des prises de position publiées sur le site internet de Public Eye.



17. Septembre 2020

Une première s'en suit: seulement 20 minutes après que Public Eye a informé Syngenta par courriel du dépôt de la demande de médiation auprès du PCN, Syngenta est informée par un cabinet d'avocats que trois actions en dommages et intérêts relatives aux allégations formulées et basées sur la responsabilité du fait du produit avaient été déposées auprès du tribunal civil de Bâle-Ville. Le fait d'avoir recours aux tribunaux a des conséquences de taille sur la procédure de conciliation: des demandes en dommages et intérêts auprès des tribunaux empêchent tout un dialogue dans le cadre d'une procédure de conciliation menée parallèlement.



Décembre 2019

En raison de la campagne en cours menée par Public Eye et d'autres ONG, Syngenta recommande par écrit aux organisations concernées d'engager une procédure de conciliation prévue pour ce type de cas auprès du Point de contact national (PCN), qui est rattaché au Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Syngenta a recommandé et a soutenu la procédure PCN, car l'entreprise est favorable au dialogue et à l'idée d'une amélioration permanente axée sur les processus.



29. Novembre 2020

L'initiative populaire suisse «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement» (initiative multinationales responsables) échoue en raison du rejet par une majorité des cantons.



3. Décembre 2020

Le Conseil fédéral donne son feu vert au contre-projet sur l'initiative multinationales responsables et décide qu'il s'appliquera à partir de 2022. La coalition en faveur de la responsabilité des entreprises n'est cependant pas satisfaite de la mise en œuvre et démarre de son côté une campagne.



Octobre 2021

Syngenta Inde reçoit le Corporate Leadership Award de l'Agriculture Today Group. Cette distinction est une marque de reconnaissance pour la contribution de Syngenta aux agriculteurs, au gouvernement et à la société civile, et en particulier pour l'aide apportée aux communautés rurales pendant la pandémie par la fourniture d'équipements médicaux et de centres d'appel et par la distribution de nourriture.



Juin 2022

La procédure de médiation auprès du PCN se termine sans accord. Bien que toutes les parties aient été conscientes du fait que les dommages et intérêts ne pouvaient pas être abordés, ces derniers étaient pour l'ONG le seul point pertinent pour parvenir à un accord.

Si une action en dommages et intérêts est intentée devant un tribunal, il n'est pas possible de négocier en parallèle dans le cadre d'un processus de médiation sur les mêmes accusations.

Ce comportement montre clairement que les ONG n'étaient pas intéressées par une collaboration constructive. Elles n'ont pas fait une seule proposition constructive pendant les négociations, mais se sont exclusivement focalisées sur la critique.



1. Le coton en Inde

Le cœur de la culture du coton en Inde se trouve dans le district de Yavatmal, à l'ouest du pays, où près d'un million d'hectares y sont consacrés. La culture du coton représente une source de revenus importante pour la population locale.

Plus de 80% des agriculteurs indiens sont des petites entreprises et microentreprises, ce qui est également le cas pour la culture du coton à Yavatmal. Les revenus de ces agriculteurs sont en chute libre depuis des années, alors que les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter. Un quart des adultes et la moitié des enfants souffrent de malnutrition. Les petits paysans sont également de plus en plus confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes tels que la sécheresse ou les inondations, qui entraînent d'importantes pertes de récoltes. Le but est donc de leur donner accès aux ressources d'exploitation telles que des semences de qualité, des produits phytosanitaires modernes ainsi qu'aux services, à l'expertise et aux conseils de sorte qu'ils puissent obtenir de bonnes récoltes même dans un environnement difficile. Syngenta, notamment par le biais de sa fondation pour une agriculture durable (Syngenta Foundation) et ses nombreux partenaires s'engagent dans ce sens.



Plus de 80% des agriculteurs indiens sont des petites entreprises et microentreprises, ce qui est également le cas pour la culture du coton à Yavatmal. Les revenus de ces agriculteurs sont en chute libre depuis des années, alors que les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter.

Des études de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont montré à maintes reprises que sans protection phytosanitaire, de nombreuses récoltes seraient en moyenne inférieures de 30 à 40% au rendement théorique. Pour le coton, on parle même d'une perte allant jusqu'à 60%. Un pays comme la Suisse peut se permettre d'importer des denrées alimentaires s'il y a des pertes de récolte comme cette année. Dans les pays pauvres, ce n'est pas une option viable. Dans un pays aussi peuplé que l'Inde, qui compte plus d'un milliard d'habitants, il est crucial que les pertes de récolte restent limitées afin d'éviter la famine.

2. La campagne de Public Eye

En 2017, l'utilisation inappropriée de pesticides dans le district indien de Yavatmal a conduit à des intoxications de travailleurs agricoles et de petits paysans (dans certains cas avec une issue fatale).

Environ un an plus tard, c'est-à-dire seulement à la mi-septembre 2018, Public Eye a démarré une campagne contre Syngenta en publiant le reportage «Le scandale de Yavatmal». Public Eye utilise les incidents de 2017 pour faire campagne en faveur des interdictions d'exportation et de l'initiative multinationales responsables en Suisse. Pour cette raison, Public Eye rend le pesticide «Polo» fabriqué par Syngenta responsable des incidents à Yavatmal, ce malgré que tous les faits contredisent cette interprétation.

«Polo» est un produit dont la substance active est le diafenthiuron. Celui-ci a été mis sur le marché au début des années 90. En Inde, «Polo» est utilisé dans la culture du coton pour lutter contre les ravageurs.

Le 20 novembre 2020, soit neuf jours avant la votation populaire sur l'initiative multinationales responsables, nzz.ch titrait: «Les accusations des partisans de l'initiative contre Syngenta ne tiennent pas la route». Dans le préambule du texte, on pouvait lire: «La multinationale agrochimique bâloise serait, selon le comité de soutien de l'initiative multinationales responsables, en partie responsable de l'intoxication de nombreux ouvriers agricoles en Inde. Mais il semble difficile de trouver des éléments confirmant ces faits.» «Polo» doit-il être réellement rendu responsable de ces intoxications tragiques dans le district de Yavatmal en 2017? Ou est-ce que Public Eye avait tout simplement besoin de la plus grande cible possible pour sa campagne en faveur de l'initiative multinationales responsables?

Dans l'article de la NZZ, on peut lire: «Public Eye prétend détenir des documents de police. Ceux-ci énumèrent les victimes d'intoxication dans le district de Yavatmal – en <renvoyant à Polo>, affirme un porte-parole de l'organisation. Toutefois, Public Eye a refusé de donner accès aux documents. L'ONG affirme ne pas pouvoir et ne pas vouloir les rendre publics afin de protéger les personnes concernées.»

En Inde, «Polo» a été utilisé pendant plus d'une douzaine d'années sans qu'aucune réclamation n'ait été formulée. Le produit est répertorié par le Central Insecticide Board & Registration Committee (CIB & RC) indien et répond à toutes les directives d'enregistrement prescrites pour la protection de l'homme, de l'animal et de l'environnement. Après les tragiques incidents, le gouvernement de l'État de Maharashtra met en place une commission d'enquête indépendante. Celle-ci rédige en 2017 un document de 42 pages intitulé «Report of Special Investigation Team with Regards to Poisoning to Some and Death of Some Farmers/Farm Workers during Spraying Pesticides in Yavatmal District». Il est intéressant de noter que ce document n'a jamais été publié et qu'il n'a pas été non plus soumis officiellement à Syngenta. Public Eye a néanmoins été en mesure de le rendre accessible sur son propre [site Internet](#).

On peut y lire qu'il s'agit d'identifier «les erreurs commises, les personnes ou les institutions responsables du désastre» et de «faire des propositions sur la nécessité d'interdire la vente de certains pesticides». La commission d'enquête se met au travail et s'est également entretenue avec des agriculteurs qui avaient été intoxiqués.

Dans l'ensemble, les experts considèrent que le problème survenu sur les champs de coton dans le district de Yavatmal est dû essentiellement à l'utilisation inappropriée de mélanges de pesticides et ils proposent donc toute une série d'améliorations à cet égard.

«Polo» n'est à aucun moment mentionné dans le rapport des experts indiens. Interrogé sur ce rapport, un porte-parole de l'ONG l'a qualifié de «contestable». Et ce, bien que l'ONG ait elle-même publié le rapport et qu'elle s'y réfère lorsque celui-ci peut appuyer ses propres affirmations (qui sont fausses du point de vue de Syngenta). En conséquence, c'est plus le traitement du rapport par Public Eye qui est contestable que le rapport lui-même. Ainsi, l'ONG étouffe également l'information selon laquelle les autorités indiennes ont identifié l'insecticide Monocrotophos et les mélanges de ce dernier comme étant à l'origine des cas d'intoxication. Monocrotophos est un pesticide qui n'est ni fabriqué ni commercialisé sous quelque forme que ce soit en Inde par Syngenta.



Syngenta Inde travaille en étroite collaboration avec l'administration du district et a distribué jusqu'à présent 55 000 équipements de protection aux agriculteurs par le biais du ministère de l'Agriculture.

3. Des actes plutôt que des paroles

Pour Syngenta, après les cas tragiques d'intoxication de Yavatmal, la question la plus pressante était: que faire pour atténuer les conséquences et éviter que cela ne se reproduise? Dans cette optique, l'entreprise a encore renforcé toutes les activités déjà existantes sur place. Les médecins ont été formés à la détection et au traitement des intoxications aux pesticides; ces [programmes de formation](#) ont été mis en place en collaboration avec un toxicologue de renom de l'Amrita Institute of Medical Sciences indien. En étroite coordination avec l'administration du district, un total de [55 000 équipements de protection individuelle](#) destinés aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles ont été distribués par l'intermédiaire du ministère de l'Agriculture; les bénéficiaires ont été formés à leur bonne utilisation.



2021: Syngenta reçoit le Corporate Leadership Award de l'[Agriculture Today Group](#). Cette distinction est une marque de reconnaissance pour la contribution de Syngenta aux agriculteurs, au gouvernement et à la société civile, et en particulier pour l'aide apportée aux communautés rurales pendant la pandémie par la fourniture d'équipements médicaux, de centres d'appel et la distribution de nourriture.

Aniket Gajanand Sirtawar, un cultivateur de coton du Yavatmal, donc l'un des leurs, donne aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles un conseil à suivre d'urgence: «Pour chaque manipulation de pesticides, il faut porter des vêtements qui arrivent aux coudes, résistants aux produits chimiques et un masque.» En collaboration avec l'organisation indienne à but non lucratif Wockhardt Foundation qui se consacre, entre autres, aux soins de santé pour la population rurale pauvre, des [Mobile Health Vans](#) (camionnettes de santé mobiles) sont envoyés dans les villages afin d'assurer les soins médicaux de base. Les cliniques de santé mobiles s'occupent du traitement des paysans concernés. En 2018, le gouvernement local avait accordé à Syngenta une position clé au sein du district Yavatmal afin de former les agriculteurs et les travailleurs agricoles à l'utilisation professionnelle et en toute sécurité des pesticides. Aujourd'hui, ce sont plus de 5000 [«spraymen»](#) spécialement formés qui parcourent les champs. En collaboration avec le Wadhvani Institute for Artificial Intelligence, un institut de recherche indépendant à but non lucratif basé à Mumbai, Syngenta encourage, de plus, l'utilisation des méthodes numériques les plus modernes pour détecter les zones à forte infestation de nuisibles dans les champs de coton et pouvoir ainsi les combattre. Tout cela porte ses fruits: «Ces trois dernières années, il n'y a pas eu un seul décès», constate le quotidien anglophone du centre de l'Inde «The Hitavada», «et le nombre d'agriculteurs qui ont déclaré avoir inhalé des pesticides a considérablement diminué.»



Entre 2014 et 2019, Syngenta a aidé 7,5 millions d'agriculteurs et de travailleurs agricoles en Inde par le biais de formations très diverses.

4. Public Eye refuse un dialogue constructif

Un an après les incidents de Yavatmal, c'est-à-dire à la mi-septembre 2018, Public Eye démarre une campagne contre Syngenta. Dès le départ, ce n'était pas un dialogue constructif que Public Eye avait en vue, mais plutôt la gestion de son propre agenda politique. Comment expliquer autrement que pendant une année entière, Public Eye n'ait à aucun moment cherché à entrer en contact avec Syngenta? Même juste avant la publication de son propre reportage, Public Eye n'a pas cherché à confronter Syngenta aux reproches qui lui étaient faits. Au contraire, Syngenta a été contactée le jeudi 13 septembre 2018 par la télévision suisse alémanique et invitée à prendre position sur les incidents à Yavatmal, car on aurait connaissance d'allégations venant d'une ONG. Deux jours ouvrables plus tard, très précisément le lundi 17 septembre 2018 à 10h51, Syngenta fut informée par la télévision suisse alémanique qu'un reportage sur ce sujet serait diffusé dans la soirée et que Syngenta avait jusqu'à 12h00 pour informer la télévision suisse sur sa prise de position concernant les recherches. Le lendemain de la diffusion de l'émission, donc le 18 septembre 2018, Public Eye a publié son propre reportage. Honni soit qui mal y pense.

En raison de la campagne en cours menée par Public Eye et d'autres ONG, Syngenta a recommandé par écrit aux organisations concernées en décembre 2019 d'engager une procédure de conciliation prévue pour ce type de cas auprès du Point de contact national (PCN), qui est rattaché au Secrétariat d'État à l'économie (SECO). En effet, une procédure PCN peut être initiée uniquement par une ONG et non par une entreprise. Dans la description officielle des tâches du PCN, on peut lire: «Le Point de contact national (PCN) pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales veille au respect des Principes directeurs

et discute, avec les parties intéressées, de toutes les questions qui s'y rattachent, contribuant ainsi à la résolution des problèmes soulevés.»

C'est seulement le 17 septembre 2020 et donc trois ans après les incidents à Yavatmal et seulement deux mois avant la votation sur l'initiative multinationales responsables que Public Eye et les autres ONG ont déclenché la procédure de conciliation auprès du PCN. Le but était plutôt d'encourager l'approbation de l'initiative et non la procédure de conciliation en elle-même. C'est du moins ce qui ressort très clairement des prises de position publiées sur le site internet de Public Eye.

Et puis, il s'en suit une première: seulement 20 minutes après que Public Eye a informé Syngenta par courriel le 17 septembre 2020 du dépôt de la demande de médiation auprès du PCN, Syngenta a été informée par un cabinet d'avocats que trois actions en dommages et intérêts relatives aux allégations formulées et basées sur la responsabilité du fait du produit avaient été déposées auprès du tribunal civil de Bâle-Ville.

Le fait d'avoir recours aux tribunaux a des conséquences de taille sur la procédure de conciliation: des demandes en dommages et intérêts auprès des tribunaux empêchent tout dialogue dans le cadre d'une procédure de conciliation menée parallèlement. Ce comportement des ONG montre une fois de plus très clairement qu'il ne s'agit en aucun cas d'améliorer les conditions sur place en Inde, mais que la démarche sert uniquement aux activités de campagne politique en Suisse et en Europe. On essaie, contre toute évidence, d'établir un lien entre les incidents de Yavatmal en 2017 et Syngenta. Public Eye fait fi de la réalité et du fait que beaucoup de choses ont déjà été réalisées sur place ces dernières années, grâce notamment à un Public-Private-Partnership entre Syngenta, les autorités indiennes et les ONG locales intéressées à une collaboration constructive sur le terrain et non à des petits jeux politiques.

En somme, tout cela conduit à un refus de dialogue de la part de Public Eye, qui torpille à la fois l'idée d'une amélioration permanente du développement agricole axée sur les processus et l'organisation d'une table ronde, tradition pourtant ancrée en Suisse. C'est la coopération et non la confrontation qui mène à des améliorations permanentes. Cela est valable aussi pour l'innovation agricole. L'ONG n'est pas intéressée au dialogue. L'organisation le documente en déposant une plainte en justice et en entamant en même temps une procédure de médiation auprès du PCN. Une procédure de conciliation auprès du PCN est axée sur l'instauration d'un climat de confiance et sur des améliorations élaborées en commun, alors qu'une procédure judiciaire implique une confrontation sans compromis. Les deux ne vont pas de pair.



En 2019, Syngenta Inde et la [Syngenta Foundation Inde](#) ont lancé l'initiative I-SAFE. I-SAFE signifie «Inculcating Safety Awareness for Farmer Empowerment». Dans le cadre de ce programme inédit, nous travaillons avec le gouvernement indien et des organisations non gouvernementales afin de proposer des formations et des services en matière de santé et de sécurité aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles. I-SAFE sera mise en place dans plus de 15 districts dans les États de Maharashtra, d'Andhra Pradesh, de Telangana, du Punjab et d'Haryana. [Un agriculteur raconte](#).

Dans la procédure en cours devant le tribunal civil de Bâle-Ville, Syngenta montrera clairement que les griefs sont sans fondement et que «Polo» ne peut pas être tenu responsable des incidents de Yavatmal en 2017. En Inde, Syngenta poursuivra à l'avenir son engagement pour améliorer les conditions locales. Beaucoup de choses ont déjà été réalisées et Syngenta ainsi que les collaborateurs de Syngenta Inde furent récompensés pour de nombreuses activités par différentes autorités et organisations. C'est un encouragement à poursuivre sur cette voie et à intensifier encore les efforts.